

Monitoring concernant la suppression de l'aide sociale

Rapport annuel 2024 : résultats en bref | anciens dossiers



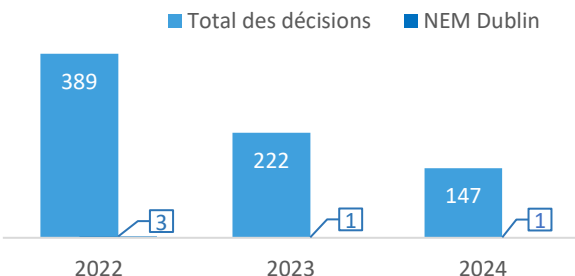
Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de justice et police DFJP
Secrétariat d'Etat aux migrations SEM

Dossiers régis par le droit (LASi) en vigueur jusqu'au 28 février 2019

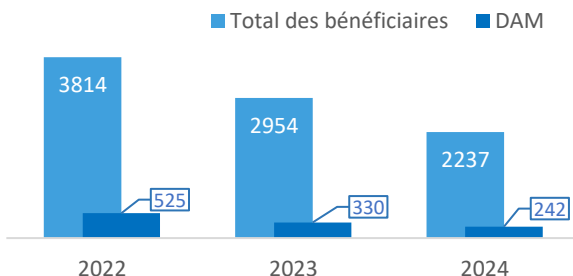
Le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) étudie l'évolution des coûts en matière d'aide d'urgence en collaboration avec la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) et la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS). À cette fin, le SEM gère un système d'information sur le Monitoring sur la suppression de l'aide sociale.

Décisions



En 2024, 147 décisions de non entrée en matière (NEM) ou négatives (NEGE) avec délai de départ imparti sont entrées en force, environ 34% moins par rapport à 2023. Une seule décision NEM-Dublin (demande secondaire) a été prononcée (3 en 2022, 1 en 2023), soit moins de 1% de l'ensemble des décisions. L'aide d'urgence est octroyée sur demande.

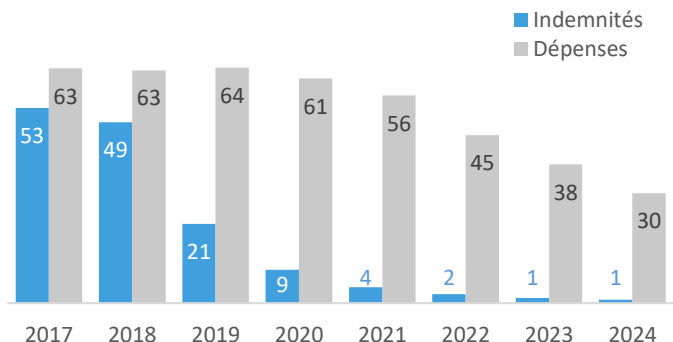
Bénéficiaires de l'aide d'urgence



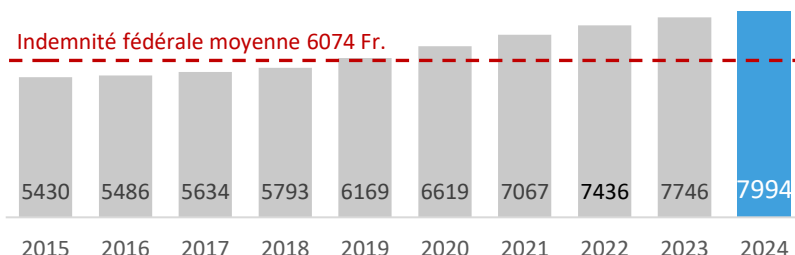
En 2024, 2'237 personnes ont bénéficié d'aide d'urgence, soit près de 24% moins par rapport à 2023. Seules 242 parmi ces 2'237 personnes ont sollicité l'aide d'urgence suite à une demande d'asile multiple (DAM), c'est-à-dire pendant la procédure d'asile.

Indemnités fédérales et dépenses d'aide d'urgence (en millions de francs)

En 2024, le montant arrondi des dépenses d'aide d'urgence se monte à 30 millions de francs, montant inférieur à celui de 2023 (-8 millions). Tous les cantons ont eu recours aux réserves générées durant les années précédentes pour financer les dépenses 2024. Au bilan 2008-2024, la liste des cantons ayant épuisé toutes leurs réserves sur les années antérieures reste la même (AI, BE, BL, GE, JU, NE, SH, SO, SZ, VD, VS, ZG, ZH). On enregistre un solde négatif général entre 2008 et 2024 d'environ 222 millions de francs. A lui seul, le déficit du canton de VD atteint plus de 102 millions de francs. Si l'on excluait de ce calcul le déficit du canton de VD, le solde général indiquerait un déficit général d'environ 120 millions de francs.

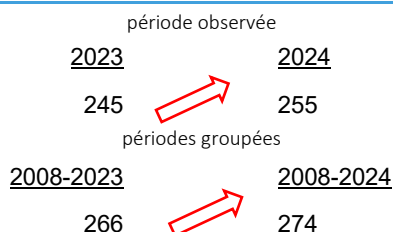


Dépenses d'aide d'urgence par décision (en francs)

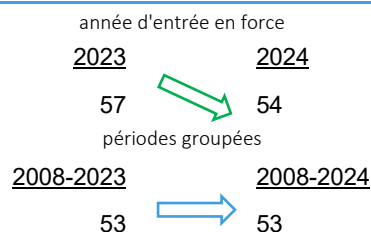


Entre 2008 et 2024, les dépenses moyennes par décision entrée en force s'élèvent à 7'994 francs, continuant de dépasser les indemnités fédérales moyennes. Cette hausse attendue, enregistrée pour la première fois au bilan annuel 2019, est la résultante de l'ordre de priorité du traitement des demandes d'asile du SEM et traduit les dépenses engendrées par la part agrandie de bénéficiaires affectés par une décision NEGE au détriment des NEM-Dublin. La catégorie de bénéficiaires NEGE élève fortement les valeurs moyennes de taux et durée de perception.

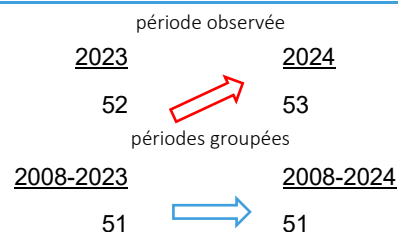
Durée de perception (en jours)



Taux de perception (en pourcent)



Coûts par jour (en francs)



Monitoring concernant la suppression de l'aide sociale

Rapport annuel 2024 : résultats en bref | anciens dossiers

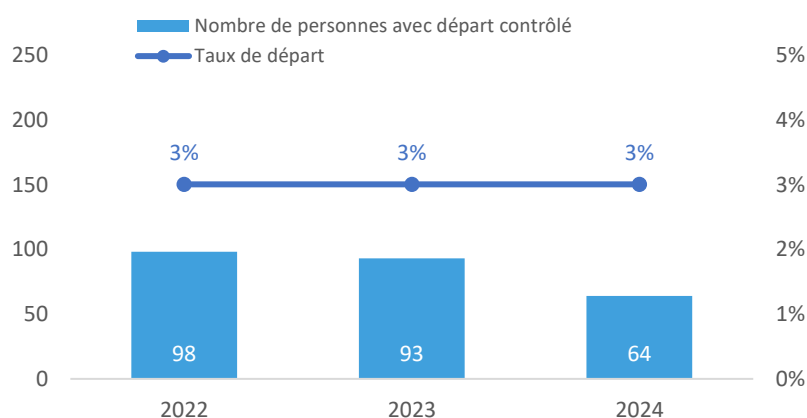
Les pays de provenance les plus représentés (par bénéficiaires d'aide d'urgence)

		2023		2024	
Erythrée		320		257	
Irak		262		207	
Iran		248		200	
Sri Lanka		242		166	
Ethiopie		228		163	

Les 5 pays de provenance les plus représentés en 2024 sont les mêmes par rapport à 2023. Comptant 171 bénéficiaires (204 un an plus tôt), les ressortissants de "nationalité inconnue" (c'est-à-dire, les personnes qui dissimulent leur nationalité) arrivent en 4e position. Les ressortissants iraniens et sri-lankais enregistrent respectivement 25% et 36% de nouveaux bénéficiaires (date d'entrée en force en 2023 ou 2024) alors que le restant des nationalités enregistre une part de nouveaux bénéficiaires ne dépassant pas 4%. Le nombre total des ressortissants des 5 pays de provenance les plus représentés compte pour environ 49% de l'effectif total des bénéficiaires ; si l'on rajoute à cela le nombre de ressortissants de nationalité inconnue, il compte pour près de 57%.

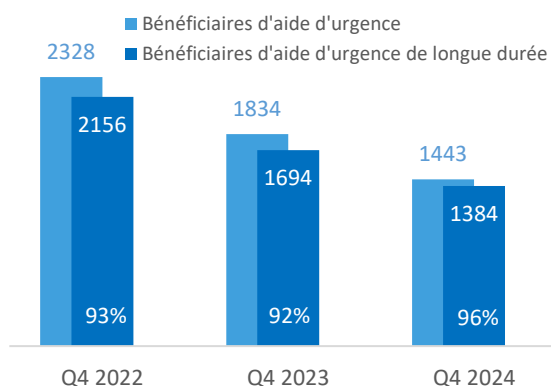
Départs sous contrôle des autorités

En 2024, le taux de départ moyen enregistré atteint 3% pour la troisième année consécutive. Il concerne 64 personnes: 45 d'entre elles étaient frappées par une décision NEGE entrée en force entre 2018 et 2023. La majorité des personnes enregistrant un départ étaient ressortissantes de l'Irak (17) de l'Algérie (13) et du Sri Lanka (10). Les cantons de VD et de SG enregistrent les nombres de départs plus élevés (respectivement 10 et 8 personnes).



Perception de longue durée (> 1 an)

Bénéficiaires de longue durée par nationalité



		T4 2023		T4 2024
Erythrée		231		199
Iran		177		131
Irak		155		118
Ethiopie		135		102
Sri Lanka		119		99

Au 4e trimestre 2024, 96% des bénéficiaires sont des bénéficiaires de longue durée (BALD, c'est-à-dire, des bénéficiaires de l'aide d'urgence depuis plus de 4 trimestres ou dont l'entrée en force est supérieure à 4 trimestres), phénomène normal en raison du nombre restreint de décisions ayant été prononcées et de la diminution du nombre de nouveaux bénéficiaires. En un an, l'effectif BALD a encore sensiblement diminué (-310 bénéficiaires). Les ressortissants iraniens enregistrent la baisse la plus importante (-46 bénéficiaires), suivis des ressortissants irakiens et éthiopiens (respectivement -37 et -34 bénéficiaires). Les ressortissants érythréens continuent d'occuper la première place comptant pour 14% des BALD alors que la part des iraniens a légèrement augmenté, passant de 8% à 9%. Les ressortissants de "nationalité inconnue" (c'est-à-dire, des personnes qui dissimulent leur nationalité), sont montés du 4e au 2e rang avec 136 bénéficiaires (-15, soit 151 BALD en 2023) et leur part a légèrement augmenté de 8% à 9%. Le nombre total des ressortissants des 5 pays de provenance les plus représentés ici comptent pour environ 45% des BALD (environ 53% avec les ressortissants de nationalité inconnue). Cela représente 3 points de pourcentage de moins par rapport au 4e trimestre 2023.